

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Le-Mali-dans-l-oeil-du-cyclone.html>

Le Mali dans l'oeil du cyclone

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : mercredi 18 avril 2012

Auteur(s) : Odile Tobner

Après la Libye et la Côte d'Ivoire, passées sous contrôle occidental à la suite de guerres menées notamment par l'armée française, on subodorait que le Mali était le prochain sur la liste.

[<http://www.michelcollon.info/IMG/jpg/toumajuppe.jpg>]

Cela n'a pas manqué : on assiste depuis janvier 2012 à la réactivation de la rébellion du mouvement national de libération de l'Azawad, mouvement sécessionniste revendiquant la partie saharienne du territoire malien.

Puissamment armé, le MNLA a lancé dans le nord-est du pays une offensive victorieuse contre l'armée malienne. Le 24 janvier, à Aguel Hok, les rebelles ont exécuté, dans des conditions atroces, 80 prisonniers de guerre. On peut voir dans ce massacre l'origine du putsch militaire qui a renversé, le 21 mars, le président Amadou Toumani Touré. Depuis février, en effet, des familles de militaires, mais aussi des jeunes, se rassemblent pour dénoncer l'impuissance du chef de l'État, voire sa complicité avec la rébellion, et ces manifestations, parties du camp militaire de Kati, ont gagné Bamako et Ségou.

Les déclarations faites le 26 février par Juppé à Bamako, où il a été accueilli par des manifestations hostiles, n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. Celui-ci s'est dit convaincu qu'il n'y aurait pas de solution militaire à la crise au Nord-Mali, ajoutant : « *Il faut donc prendre la voie du dialogue aussi inclusif que possible avec tous ceux qui doivent s'asseoir autour de la table et le président Amadou Toumani Touré a confirmé que c'était son intention* ». C'était méconnaître totalement la situation ainsi que l'état d'esprit de l'armée et de la population malienne. En pompier pyromane, le même Juppé n'a pas manqué, une fois Touré destitué par de jeunes officiers, de lancer de vertueux appels au retour de la légalité constitutionnelle, demandant à la junte militaire d'organiser des élections.

Pendant ce temps, les vastes étendues du nord sont livrées à divers mouvements groupusculaires, mais surarmés. Outre le MNLA, on a le MPA (Mouvement populaire de l'Azawad) salafiste devenu le mouvement fondamentaliste Ançar Edine, sans compter l'AQMI, qui, ensemble ou séparément, revendiquent de lutter, qui contre l'État malien, qui pour la Charia, contre l'Occident, etc. Les habitants des localités du nord, en butte à leurs attaques ou craignant les représailles, s'enfuient vers le sud ou les pays limitrophes. Une grande partie des 200 000 personnes qui ont ainsi fui les combats vivent désormais dans des conditions critiques sur le plan humanitaire. Le cortège habituel des calamités de guerre s'abat sur un pays qui a le malheur de se trouver pris entre les manœuvres d'une politique française à la gribouille et la convoitise que suscite, chez les grandes puissances, un territoire quasi vide et recelant d'immenses ressources minières encore inexploitées. Une telle situation est propice à la création d'un État-fantôme assujéti, dont on fera au minimum peser la menace sur le Mali s'il ne consent pas à s'aligner sur les mots d'ordre de « *protecteurs* » intéressés.

On observe en effet que ni la CEDEAO, communauté des États d'Afrique de l'Ouest, ni la France, ni les États-Unis, ni l'Union européenne, si empressés à exiger des putschistes le retour à la légalité républicaine, n'ont demandé aux mouvements séparatistes qui sèment le chaos au Sahara de cesser leurs violentes attaques contre l'État et les citoyens maliens. Il faut croire qu'un Mali rétif aux injonctions des puissances étrangères gêne plus les appétits impérialistes qu'une guerre civile frappant opportunément une région convoitée.

Source : [Survie](http://survie.org/billets-d-afrique/2012/212-avril-2012/) [http://survie.org/billets-d-afrique/2012/212-avril-2012/]